



## La presse internationale interdite en Artsakh ?

Max Sivaslyan, journaliste à Nouvelles d'Arménie Magazine est l'un des photographes de presse des guerres d'Artsakh. Ses photographies prises dans les années 1990, puis à partir de 2016, constituent un riche fond d'archives qui permet d'imaginer les gens et les différents épisodes de cette époque de difficultés extrêmes. Il affirme n'avoir pratiquement rien vu de la guerre arméno-azerbaïdjanaise de 2020, car dans les premiers jours de la guerre, les déplacements dans la zone des combats étaient difficiles. Puis, il a dû s'arrêter de travailler en raison de sa contamination à la Covid 19. Mais aujourd'hui, Max Sivaslyan constate que de sérieux obstacles se dressent devant les journalistes internationaux qui veulent se rendre en Artsakh.

### Entretien avec Nune Hakhverdyan – « Media.am » – Erevan le 10 mars 2021

**NH-** Quelles a été l'influence de la guerre de 2020 sur le travail des journalistes d'aujourd'hui ?

**MS** -Je peux dire que je n'ai pratiquement rien vu cette guerre. La première semaine, lorsque j'étais à Stepanakert, tous les journalistes étaient sous le contrôle d'un centre de presse tout spécialement créé. En d'autres termes, tout était sous le contrôle de l'armée. Il y avait beaucoup d'interdictions pour les journalistes. J'ai essayé à plusieurs reprises de me rendre par mes propres moyens dans les régions de l'Artsakh où la situation était tendue. Mais pendant la première semaine, je n'ai pas pu le faire alors que j'avais toutes les autorisations écrites. Par exemple, la

police et les militaires ne m'ont pas permis d'entrer à Hadrout. Il n'y avait alors aucun danger. Mais dès le lendemain, les tirs ont commencé en direction de Martakert, et de Martuni. Pris pour cibles, deux journalistes du journal français « Le Monde » ont alors été blessés. C'est pour ces raisons que je ne peux pas beaucoup parler de cette guerre, puisque je n'y ai pas vu grand-chose.

**NH** - Maintenant que la guerre a officiellement cessée, il est toujours difficile pour les journalistes d'entrer en Artsakh. Le contrôle y est-il plus strict ?

**MS**- D'après moi, il y a maintenant un contrôle très strict. Récemment, trois journalistes français appartenant à différentes chaînes de télévision – « France24 », « ARTE », « M6 » - n'ont pas pu entrer en Artsakh. Ils n'ont pas pu le faire alors qu'ils avaient toutes les autorisations délivrées par l'Ambassade d'Arménie en France, ainsi que par la Représentation de l'Artsakh à Paris. Ils étaient arrivés à Erevan le 22 février avec tous les documents nécessaires. Ils étaient censés se rendre à Stepanakert le 24 pour réaliser d'importants reportages, mais ils n'ont pas pu le faire.

**NH**- Pourquoi n'ont-ils pas pu le faire ?

La représentation du Karabakh en Arménie n'a cessé de temporiser sur la question des visas. Les journalistes français que je devais accompagner en Artsakh téléphonèrent une nouvelle fois à l'Ambassadrice en France et à M. Hovhannes Gévogyan, le Représentant permanent de l'Artsakh en France. On leur répondit que le problème serait résolu en deux jours, qu'il faudrait représenter une nouvelle demande de visa. Mais cela ne marcha pas. Je dois reconnaître que ce n'était pas la première fois que des journalistes français n'étaient pas autorisés à se rendre en Artsakh. Dans les premiers jours de février, j'accompagnais un journaliste français représentant la plus grande chaîne appelée « Radio-France ». Nous avons passé sans encombre le premier point de contrôle qui était tenu par les soldats arméniens et russes. Ils ont simplement examiné et photographiés les passeports français. Ils ont constaté la présence d'un visa délivré en France et nous ont permis de continuer. Après avoir traversé la rivière Aghavno, alors que nous étions parvenus à l'autre point de contrôle, les soldats nous ont empêché d'aller plus loin. Nous appelâmes alors l'ambassade pour en connaître la raison. Tout le monde était surpris et nous essayions de voir ce qu'il convenait de faire. Rien n'y fit.

Je dois préciser qu'au même moment, ils refusaient également l'entrée de l'Artsakh à l'ancien maire de Lyon [Kévork Képénékian], qui n'était pas journaliste, mais qui était venu proposer son aide. Cependant, après avoir attendu quelques jours à Goris, le maire a pu se rendre en Artsakh. Le gouvernement d'Artsakh a dû lui envoyer une voiture officielle. Le photographe de presse journaliste français se joignit à lui. Mais ça, c'était dans les premiers jours de février. Puis, comme on a pu le constater, la situation s'est aggravée et on ne pouvait plus passer par le même point de contrôle.

A partir du 26 février, ils refusaient systématiquement, en disant que ce n'était plus autorisé.

**NH-** Mais qui disait cela ?

**MS-** Les Russes et les azéris. Un exemple, un soldat russe nous a dit qu'il existait une liste établie par les Russes et les azéris qui déterminait qui pouvait se rendre en Artsakh et que les journalistes français n'y figuraient pas.

**NH-** La partie arménienne ne pouvait-elle réagir ?

**MS-** Je n'en sais rien. Après la défaite qui a suivi cette guerre, nous nous sommes retrouvés dans cette situation.

Les chaînes « France24 » et « ARTE » avaient envoyé concomitamment deux groupes de journalistes en Arménie et en Azerbaïdjan. En Azerbaïdjan, les journalistes ne pouvaient pas choisir librement ce qu'ils voulaient filmer (vous savez que là-bas, les journalistes ne sont pas libres et qu'il y a des restrictions à leur activité). Par exemple, ils ont été emmenés à l'église de Tsitsernavank pendant une journée, puis retenus à Khojaly pendant trois jours. Vous imaginez à quel genre de manipulation mémorielle ils ont dû se prêter. Tandis que du côté arménien, de toute évidence, on ne les a tout simplement pas autorisés à passer et à filmer. On ne voulait pas que les journalistes internationaux voient, parlent, témoignent ce qui advenait. Bref, que notre voix puisse être entendue.

**NH-** Serrions-nous en train de perdre tout contrôle ?

**MS-** J'ai peur que nous l'ayons déjà perdu. L'Azerbaïdjan, la Turquie et la Russie ne sont pas des pays particulièrement démocratiques où les règles qui régissent la presse sont protégées. D'ailleurs, plus la presse se tient éloignée de la réalité, et mieux ils se portent.

Mais le problème est chez nous. Que se passerait-il si demain nous ne pouvions plus nous rendre en Artsakh ? Ils pourraient, par exemple, ne plus vouloir me laisser passer non plus. Bien que j'aie un passeport arménien, je travaille pour les « Nouvelles d'Arménie », un magazine français. Un beau jour, on me dira peut-être que je ne peux plus aller en Artsakh.

Les journalistes internationaux sont très importants. S'ils ne peuvent pas plus accéder librement à l'Artsakh, un jour tout le monde oubliera qu'il y a une question du Karabakh.

Aujourd'hui, il n'y a plus de combats, mais nous ne savons pas ce qu'il en sera demain. On n'y comprend plus rien et on ignore qui doit désormais décider de l'accès à l'Artsakh.

Je suis journaliste, je ne veux pas me mêler de politique. Mais je suis également arménien. Là, maintenant, ce n'est plus le journaliste qui parle en moi, mais l'Arménien. Que va-t-il se passer ?

**NH-** Le gouvernement français n'exige-t-il pas d'explications sur les raisons pour lesquelles les journalistes ne sont pas autorisés à travailler en Artsakh ?

**MS-** D'une manière générale, durant toute la guerre, l'Europe est restée silencieuse. Seul le Président français s'est exprimé. Mais maintenant, alors que la Russie est en Artsakh, que les gens là-bas ne se plaignent pas particulièrement de leur présence, parce que cette présence est tellement rassurante pour eux, il est peu évident que l'on entende les pays européens demander quoi que ce soit. Aujourd'hui, oui, il en est ainsi. Même si la présence des Russes en Artsakh est perçue comme une forme d'occupation, elle représente aussi la sécurité.

Mais la question de l'entrée de journalistes internationaux demeure non résolue. Je sais que le 6 avril, une nouvelle délégation quittera la France pour se rendre en Artsakh. J'ignore s'il y aura un journaliste avec eux, ou pas. Mais de ce que je comprends, on ne donne généralement plus d'autorisations aux journalistes. Il est possible que dans quelques temps ils en viennent à interdire à tous les étrangers d'entrer en Artsakh.

Actuellement, sur tous les points de contrôle, on regarde très attentivement où vous êtes né. Je vous donne un exemple : un soldat russe de base a scruté pendant un bon moment mon passeport après avoir vu que j'étais né en France. Puis il l'a photographié avec son téléphone, l'a envoyé à quelqu'un qui a procédé à des vérifications. Que faire ? Tout le territoire est sous surveillance. On va peut-être même découvrir un jour que ceux qui se sont rendus au Karabakh sans l'autorisation de Bakou figurent sur une liste noire.

**NH-** Il semblerait que plus qu'une guerre « humaine », cette guerre ait été un affrontement des technologies. Même les photos n'étaient plus réalisées par l'homme, mais par des satellites et des drones.

**MS-** On peut dire que cela a commencé avec la guerre de 2016. J'ai vu à cette époque qu'il y avait un changement important. Les journalistes n'étaient déjà plus libres. Le contrôle était devenu très important.

La « Première guerre » que j'ai photographiée pendant deux ans s'était déroulée au « temps de la pellicule ». La photo devait être longuement travaillée, parfois pendant des jours et des semaines, être développée, expédiée, avant d'être imprimée. De nos jours, les technologies du numérique permettent d'envoyer instantanément les photos. Le facteur temps a disparu. A la place, de nouveaux types de contrôles sont

apparus. On a introduit les restrictions visant à limiter la photographie de certains lieux, de certaines personnes. On s'est mis à accompagner les journalistes en voiture jusqu'aux lieux où ils étaient autorisés à photographier. Le journaliste n'était déjà plus confronté à la réalité. Durant cette « Première guerre », il y avait encore une volonté, un envie, de la montrer, de la raconter. Par la suite, on a décidé qu'il ne fallait pas montrer les choses dures, même si elles existaient. Chez les Arméniens, c'est chose courante que d'éviter de montrer les difficultés. Un simple exemple : s'il y a des combats, il y a forcément des blessés, du sang. Mais généralement, les gens disent tous « ne fais pas de photo, ne nous photographie pas ». Mais lorsque tout est calme et paisible, alors, ce sont ces mêmes soldats qui demandent à être photographiés en disant : « frerot, photographie-nous ». Mais ils ne le demandent que s'ils sont bien habillés, rasés et souriants. Il m'est parfois arrivé de me demander à quoi pouvait servir d'être rasé pendant une guerre ...

Oui, j'ai remarqué que lorsqu'une situation s'aggrave, les Arméniens ne veulent pas le voir. Mais je le répète, je n'ai pas vraiment vu cette guerre. Je ne dis ce que j'ai ressenti. Je sais aussi que les gros problèmes commencent toujours lorsque le travail de la presse est entravé ou interdit. Si nous ne voulons pas que le monde oublie notre problème, nous devons pouvoir parler diplomatiquement à la Russie. Je crois que la diaspora arménienne de Russie a un grand rôle à jouer ici.

Je sais à quel point les habitants du Karabakh sont heureux lorsqu'ils voient des journalistes internationaux car ils ont beaucoup à leur raconter.

Traduction, Sahag Sukiasyan

Note de la rédaction de Media.am : Artak Nersisyan, responsable du département de l'information et des relations publiques du ministère des Affaires étrangères d'Artsakh, a déclaré à « Media.am » que le mécanisme permettant d'accorder un accès sans entrave et sûr aux citoyens étrangers au territoire de la République d'Artsakh est toujours en cours d'amélioration. Selon Nersisyan, dans les cas où des journalistes étrangers postulent conformément à la procédure établie, ils reçoivent un permis d'entrée, une accréditation, dans la pratique, les problèmes à la frontière sont pratiquement exclus.

**paru le samedi 13 mars 2021 © armenews.com 2021**